

La nature des choses

al-Balagh, 15 février 1945

Les trois hommes réunis en Crimée ont enfin publié leur communiqué commun, après une longue attente pour la réunion elle-même, d'abord, puis une longue attente pour ses décisions, ensuite. Cette réunion ne fut pas chose simple : le Premier ministre britannique la réclamait depuis des mois, et l'avait réclamée avec une telle insistance que le monde en vint à imaginer que ses propres affaires ne pourraient jamais se redresser sans la tenue de cette réunion. Le président des États-Unis était occupé par l'élection présidentielle dans son propre pays, et le chef du gouvernement russe était occupé par les victoires considérables et magnifiques que l'Armée rouge remportait, et continue de remporter, jusqu'à aujourd'hui même. Puis l'élection s'est achevée, les obstacles se sont aplanis, les choses se sont facilitées, et les grands hommes se sont réunis — et le monde s'est mis à attendre ce que cette réunion allait révéler.

Cette réunion a révélé deux types de décisions. Le premier type est de la plus extrême gravité, avec l'effet le plus profond sur le destin même du monde, et pourtant entièrement inconnu de nous — quelque chose que les hommes n'apprendront que peu à peu, soleil levant après soleil levant, soleil couchant après soleil couchant. Ce sont les décisions relatives à l'organisation des plans de guerre, visant à parachever la défaite de l'Allemagne, à anéantir complètement son régime, à écraser entièrement son système militaire, et à réduire l'Allemagne à un état d'impuissance qui l'empêche de troubler à nouveau le monde par ces guerres détestables qu'elle suscite de temps à autre.

Puisque les trois ont décidé que ces plans ne seraient annoncés qu'au moment de leur exécution, le monde ne peut que continuer d'attendre les nouvelles que le télégraphe nous transmettra en un éclair, ces nouvelles qui agiteront l'air, que les journaux publieront et que la radio diffusera, comme elle le fait depuis le déclenchement même de cette guerre. Qui sait — peut-être y a-t-il quelque bien dans cette attente. L'humanité a appris, au cours de ces cinq dernières années, toutes les formes d'attente et toutes les formes de surprise ; attendre ne lui fera donc aucun mal, et aucune surprise ne la fera désormais sortir de ses gonds.

Quant au second type de décisions, celles-ci sont pleinement connues, ou presque, et leur orientation, en tout cas, est suffisamment claire. Mais chose étrange, elles n'ont rien appris de nouveau aux gens, et n'ont suscité en eux aucune de ces agitations, violentes ou légères, que provoquent d'ordinaire les nouvelles graves — comme si le monde s'était attendu, calmement, à ce que les trois parviennent exactement à ces décisions politiques qu'ils ont émises, la nature même des choses les contraignant à les émettre précisément telles qu'elles sont.

L'opinion mondiale a d'abord remarqué que les trois grandes puissances se sont montrées prodigues d'encouragements envers la France, reconnaissant sa grave importance, et affirmant qu'elle devait recouvrer son ancien rang parmi les puissances chargées d'organiser les affaires du monde. L'opinion mondiale a ensuite remarqué qu'un écart considérable séparait cette prodigalité d'encouragements envers la France des faits eux-mêmes : la France n'a pas été invitée à cette réunion même qui a posé les premiers fondements de l'organisation du monde. Elle est restée, au contraire, dans l'attente et la réserve jusqu'à la fin de la réunion, où les trois ont décidé que la France pourrait prendre part aux prochaines réunions que tiendraient les ministres des Affaires étrangères, ou les ambassadeurs.

L'opinion mondiale avait remarqué, avant même cela, que la Chine avait tenu lieu de quatrième puissance durant l'absence de la France, tandis que l'ennemi occupait le sol français, et que l'on disait alors que la Chine prendrait part à l'organisation du monde, et à la pose des fondements de la paix. L'opinion mondiale a ensuite remarqué que la Chine, elle aussi, était absente de la réunion des trois, tout comme la France, et qu'elle serait, elle aussi, invitée, après cette réunion, aux autres réunions, tout comme la France le serait — tandis que le reste des Nations unies serait convié à un troisième type de réunion.

Cela signifie qu'il existe trois paliers de puissances : le premier composé des trois États dont les chefs se sont réunis en Crimée ; le second composé de ces trois mêmes États, auxquels s'ajoutent la France et la Chine ; le troisième composé de l'ensemble des Nations unies. Il se peut qu'il y ait là quelque chose qui offense la décence, et déçoive l'espoir — chose que j'évoquais dans mon dernier texte, à propos de ces horreurs considérables endurées par la France, la Chine, et les autres nations belligérantes, horreurs qui méritaient bien plus de reconnaissance que celle qui leur a été témoignée jusqu'ici. Mais cet arrangement, tel que l'a révélé la réunion des trois puissances en Crimée, convient entièrement à

la nature des choses, en ce moment précis à tout le moins.

La nature des choses ne s'est jamais engagée à ne pas offenser la décence, ni à ne pas décevoir l'espoir, de près ou de loin ; et la nature des choses est fort claire : les fardeaux de cette guerre, en ces jours mêmes, ne sont portés que par ces trois puissances. Et, comme le dit le vieux proverbe arabe, qui l'emporte, prend.

Tant que les armées russes continueront de libérer les nations qu'elles libèrent, et de balayer les territoires qu'elles balaient ; tant que les armées britanniques et américaines continueront de combattre le long de la ligne Siegfried, et de déverser la terreur sur l'Allemagne ; tant que les flottes britannique et américaine continueront de veiller sur les routes maritimes — les chefs de ces trois puissances seuls seront capables de trancher les affaires du monde, que le monde soit présent ou non à ce règlement.

La nature des choses pourrait bien changer ; la France pourrait retrouver sa force après sa faiblesse, et posséder à nouveau une armée et une flotte dont on tiendrait compte — et ce jour-là, la France pourra-t-elle prendre part à ce règlement, à ce gouvernement, à cet ordonnancement du monde ?

Il est une autre chose parfaitement conforme à la nature des choses : les décisions politiques que les trois ont rendues en Crimée n'ont pas rencontré une approbation sans réserve dans le cœur des peuples absents de cette réunion. La France, par exemple, n'a oublié ni son ancien rang, ni ses considérables sacrifices, ni ses grands espoirs, ni sa confiance en l'avenir ; elle n'a donc pas accueilli ces décisions avec une pleine et entière satisfaction, mais a déclaré qu'elle en retiendrait ce qui lui convient, et se réserverait sur le reste.

Les trois ont décidé de l'inviter à prendre part à l'occupation de l'Allemagne — invitation qu'elle accepte naturellement — et ont décidé de l'inviter à prendre part à la commission qui supervisera les affaires de cette occupation, invitation qu'elle accepte également. Mais elle demeure réservée quant à accepter tout ce à quoi elle a par ailleurs été conviée, tant qu'elle n'aura pas étudié, examiné et clarifié les fondements de la question, comme nous le disions à l'instant. Elle ne souhaite pas, par exemple, se joindre à l'appel en faveur de la Conférence de sécurité mondiale qui se tiendra en avril prochain, avant d'avoir procédé à cette étude, à cet examen, et à cette définition claire des fondements.

Et cela ne se limite pas à la France : le gouvernement polonais de Londres est entièrement indigné, rejetant absolument ce résultat, et l'opinion publique américaine semble partager cette indignation et ce rejet. Mais la position du gouvernement polonais de Londres est en réalité fort simple : M. Churchill avait clairement indiqué, depuis longtemps déjà, qu'il eût été juste pour elle d'accepter les ajustements de frontière réclamés par la Russie — mais elle ne l'a pas fait, et les trois ont donc simplement accepté cet ajustement en son nom.

Il est probable qu'ils ne l'aient fait qu'en pleine connaissance de cause, après s'être assurés de la volonté du peuple polonais lui-même. On dit que l'Italie, elle aussi, ressent une certaine déception — mais l'Italie est une nation vaincue, et il n'y a pas grand mal à ce qu'elle ressente cette déception ; ce pourrait même être le plus léger des châtiments qui l'attendent.

Les trois ont réglé les affaires de la Yougoslavie selon des modalités déjà connues : il n'y a désormais d'autre choix que d'exécuter l'accord conclu entre la Russie, le maréchal Tito, et le gouvernement de M. Šubašić, accord déjà en cours d'exécution. Ce qui est clair, c'est que les trois puissances ont décidé de permettre aux peuples libérés, ou à ceux qui ont quitté, ou ont été chassés, de l'alliance de l'Axe, de choisir, par des élections libres, le régime de gouvernement sous lequel ils souhaitent vivre — quitte à devoir superviser elles-mêmes, réellement, ces élections. L'avenir dira dans quelle mesure les trois puissances parviendront à ce qu'elles recherchent : la satisfaction de ces peuples.

Il est une autre chose, non moins claire que tout ce qui précède : les trois puissances ne se sont souciées que de l'Europe vaincue et libérée. Quant aux États neutres, ou à ceux qui feignaient seulement la neutralité, les trois n'ont pris aucune décision à leur sujet ; et quant aux États qui ont aidé les Alliés, se sont exposés au danger pour cette aide, ont goûté l'amertume de la guerre, et en ont porté le fardeau — en Méditerranée orientale, par exemple —, les trois ne les ont nullement abordés dans les décisions qu'ils ont rendues. Il est fort probable qu'ils n'aient abordé que les affaires qu'ils ne pouvaient absolument pas négliger ; quant aux affaires capables d'attendre, ou de se supporter aisément dans les limites de ce qu'on appelle les zones d'influence, elles n'ont apparemment pas besoin d'être étudiées en Crimée, ni d'occuper les trois eux-mêmes.

Ainsi le monde poursuit-il sa route, en 1945, exactement comme il l'a toujours fait : ses propres affaires réglées par ceux qui détiennent la

puissance, et ceux qui détiennent l'autorité de lier et de délier, chacun selon son propre palier et son propre rang de puissance, et de cette même autorité de lier et de délier. L'important, c'est que le monde jouira certainement de ce que la Charte de l'Atlantique a garanti aux peuples : le choix de leur propre régime de gouvernement, et une vie à l'abri de l'injustice, de la peur et de la faim.

Au milieu de cette évolution qu'a produite la réunion des trois puissances en Crimée, conformément à la nature des choses, sont arrivées des nouvelles selon lesquelles la paix s'est enfin établie en Grèce, et selon lesquelles la loi martiale y a été abrogée — la Grèce faisant partie de l'Europe, séparée des théâtres de guerre par la seule Méditerranée. Félicitons donc la Grèce pour la paix et la sécurité qu'elle a gagnées, et souhaitons-lui sincèrement toute la gloire, l'honneur et la dignité qu'elle mérite.

Au milieu de cette même évolution est également parvenue la nouvelle que le général Spears, ancien ministre britannique auprès des États du Levant, s'est occupé, au sein de la Chambre des communes britannique, des problèmes du Proche-Orient — et, fait plus significatif encore, qu'il est parvenu à constituer, parmi de nombreux membres du Parlement britannique, une commission sur les affaires du Proche-Orient, qui étudie, agit, parle et œuvre sous sa propre présidence.

L'Égypte a connu, entre les deux guerres, ces commissions formées au sein du Parlement britannique pour étudier les affaires étrangères à titre non officiel. Elles ont sans doute leur importance, puisqu'elles diffusent l'information et éclairent l'opinion publique — mais ce serait une erreur bien grave que d'exagérer les effets de telles commissions, ou de fonder sur leurs seuls actes et propos le moindre plan que nous décidions, la moindre opinion que nous formions, ou le moindre espoir dont nous nous berçons.

Et s'il incombe véritablement à ceux qui guident l'opinion publique dans les pays de l'Orient arabe de connaître les faits, et d'en éclairer leur propre peuple, je crois qu'il est un fait qui doit demeurer constamment présent à leur esprit : c'est que le monde continuera, aujourd'hui et demain, exactement comme il a continué hier et avant-hier, et que le poète arabe des temps anciens ne se trompait pas lorsqu'il disait :

*Chaque fois qu'un peuple m'a frappé de pierres, je l'ai frappé en retour —
dites-moi donc, ô fils de Hamdan, ai-je été, en cela, l'opresseur ?*

*Réunis un cœur avisé, une lame acérée,
et une fierté ombrageuse — et l'injustice elle-même te fuira.*